


SOCIETE
ÉCOLOGIE
HUMAINE 

**XIIIèmes
Journées Scientifiques**

**Développement urbain durable :
quels enseignements tirer de l'analyse
des quartiers ?**

29 et 30 novembre 2001

**Université de Provence
3, place Victor Hugo
13003 Marseille**

JEUDI 29 NOVEMBRE

9h : Ouverture et présentation des Journées

Patrick BAUDOT, Président de la SEH Catherine GUERS, Jean-Marie MARCONOT et Jean-Louis VASSALLUCCI, Organisateur scientifiques

◆ 9h30 : Séance 1 *Les quartiers dans la ville*

Modérateur : Jean-Marie MARCONOT

"Des modes d'habiter en ville : quels enseignements pour un développement urbain durable ? "

Nathalie BLANC et Lucile GRESILLON

" Vieillesse de la population urbaine et développement durable "

Ewa MARIETHOZ, Marika BAKONYI-MOESCHLER et Barbara POLLA

10h30-10h45 : *Pause*

" Quartiers de Paris et de Rouen du point de vue du développement durable "

Nicole MATHIEU, Wandrille HUCY et Yves GUERMOND

" Le quartier Caudéran à Bordeaux : identité et limites "

Dominique PROST

" L'organisation urbaine en Colombie : le zonage socio-économique des villes et la dégradation progressive des espaces urbains "

Liza RIVERA et Ivan RIVERA

12h15 - 14h : Déjeuner

◆ 14 h : Séance 2 *Gestion urbaine, Aménagement et Techniques d'Information et de Communication*

Modérateur : Jean-Louis VASSALLUCCI

" Les pratiques récréatives autonomes urbaines et leurs conséquences en termes d'aménagements "

Eric ADAMKIEWICZ

" L'intérêt de quartier peut-il être un intérêt général ? La morphologie spatiale comme outil d'analyse de la mobilisation des habitants contre l'extension de l'urbanisation à Marseille "

Etienne BALLAN

" La gestion spatiale des risques dans une commune industrielle : le cas de Martigues "

Jean- Claude CHEINET

16h - 16h15 : *Pause*

" Le système de gouvernance territorial au défi du développement durable. Réflexion sur la planification urbaine à Toulouse et sur la Côte-d'Azur "

Gabriel JOURDAN

" Un développement durable controversé : des habitants de Daoudabougou (Mali) se mobilisent contre la politique de réhabilitation de leur quartier "

Ousmane MAIGA

" L'annuaire économique de proximité "

François TANNIOU

" Malaise des quartiers et fièvre hexagonale : comment obvier à ces maux (mots) ? Quels développements pour quelles villes ? Le développement durable urbain est-il une panacée ? "

Emmanuelle FONDOCHI

18h30 : Apéritif de la SEH

VENDREDI 30 NOVEMBRE

♦ 8h30 : Séance 3 Quartiers sensibles et approche communautaire

Modérateur : Catherine GUERS

" L'implication des associations de quartier dans la prise en charge des soins de santé à Yaoundé (Cameroun) "

Séverin Cécile ABEGA, Noël Solange NGO YEBGA et Raphaël OKALLA

" De la ZUP à la ZUS, ou la gestion durable de l'urgence "

Saïd BELGUIDOUM

10h - 10h 15 : *Pause*

" L'insertion urbaine à Bamako : Le cas des quartiers spontanés de la commune V "

Dieudonné ZALLE

" SDF des quartiers Saint Charles et Réformés de Marseille "

Julien LE TELLIER

" Dynamique associative urbaine, un vecteur de développement durable (Yaoundé, Cotonou) "

Michel ROMAINVILLE

12h15 - 14h : Déjeuner

♦ 14 h : Séance 4 Environnement, qualité de vie et dimension culturelle des quartiers

Modérateur : Daniel BLEY

" L'interprétation du patrimoine historique et culturel, un autre regard sur le quartier et un vecteur de développement durable "

Catherine GUERS

" D'un espace d'exposition à l'autre, d'un quartier à l'autre : itinéraire à travers les territoires de l'art contemporain à Marseille "

Sylvia GIREL

" Du Vieux Port à l'Estaque : évolution des structures économiques et sociales dans le cas de quartiers marseillais, de Marcel Pagnol (1931-1936) à Robert Guédiguian (1995) "

Floréal JIMENEZ

15h30 - 15h45 : *Pause*

" L'approche environnementale, un moyen de réconcilier la maison individuelle et la ville "

Arlette HERAT et Viviane HAMON

" Génie écologique urbain : quelques objets et méthodes applicables aux quartiers "

Jean-Louis VASSALLUCCI

" La fin des villes, la durée des quartiers. Le cas de Nîmes "

Jean-Marie MARCONOT

17h15 : Projection du film " *Ca m'apporte plus que ce que j'apporte* "
(30 mn), présenté par François LE MERLUS

18h : Conclusion des Journées

Catherine GUERS, Jean-Marie MARCONOT et Jean-Louis VASSALLUCCI

PROGRAMME SCIENTIFIQUE
ET
RESUMES DES INTERVENTIONS

XIIIèmes Journées Scientifiques

Développement urbain durable : quels
enseignements tirer de l'analyse des quartiers

sous la responsabilité scientifique de

Catherine Guers, Jean-Marie Marconot, Jean-Louis Vassallucci

ZALLE Dieudonné
Bamako, Mali

L'insertion urbaine à Bamako : le cas des quartiers spontanés de la commune V

La ville de Bamako a connu récemment une forte croissance démographique qui a dépassé toutes les prévisions envisageables. Pris au dépourvu, les pouvoirs publics n'ont pas pu développer une politique d'urbanisation adéquate.

Une des conséquences de cette crise a été l'occupation spontanée, véritable moteur de confusion qui vient aggraver les maux urbains en matière de santé, d'éducation, d'assainissement, d'hygiène publique et surtout de sécurité.

Les décideurs voient en cette opportunité pour « les autres » un danger public menaçant une stabilité politique encore fragile.

Conscient du danger, le conseil du District a mis fin à cette anarchie. Depuis, il est admis que la concertation demeure la voie judicieuse de la réhabilitation des quartiers spontanés et qu'elle doit impliquer les sans abris et les mal-logés.

JOURDAN Gabriel

Nice

Le système de gouvernance territorial au défi du développement durable. Réflexions sur la planification urbaine à Toulouse et sur la Côte d'Azur

La transition urbaine désigne le passage de la « ville pédestre » à la « ville motorisée ». Elle se manifeste notamment par l'étalement urbain et la croissance des déplacements automobiles, défis majeurs pour un développement plus durable.

Nous analyserons comment les acteurs publics locaux régulent ou non cette transition urbaine. L'émergence de la notion de durabilité comme référentiel de la planification induit-elle une évolution notable du contenu des documents lancés dans les années 90 et dernièrement adoptés (schémas directeur et PDU de l'agglomération toulousaine, DTA des Alpes-Maritimes) ?

A Nice et Toulouse, le développement durable n'est pas le moteur du renouvellement de la planification. Celui-ci découle d'une prise de conscience des conséquences perverses de la transition urbaine sur le développement économique. Il s'inscrit également dans les jeux d'acteurs locaux (volonté de re-positionnement local de l'Etat, stratégies d'émergence politique de la CCI sur la Côte d'Azur, etc.)

La notion de développement durable émerge tardivement, sous forme de grandes orientations favorables à la maîtrise de l'étalement urbain et la promotion des transports collectifs.

L'analyse fine du contenu des documents laisse d'ailleurs le chercheur sur sa faim. Le développement urbain durable semble invoqué sans être mis en pratique. La plupart des enjeux relatifs à la régulation de la transition urbaine et à la limitation effective de l'usage de la voiture ne sont pas traités.

Comment expliquer ce décalage ? Des enquêtes menées à l'occasion des démarches de planification soulignent que la demande sociale va à l'encontre des « canons » du développement urbain durable. Quel doit alors être le rôle des acteurs publics ? Doivent-ils « faire le bonheur des gens contre eux » ou, au contraire, fournir les équipements et terrains nécessaires à la libre expression des souhaits individuels ?

Manifestement, c'est la seconde solution qui l'emporte, d'autant plus que les décisions publiques favorisent le suivisme face à la demande sociale tout en bloquant l'émergence de régulations.

Ainsi, les logiques politiques s'opposent durablement aux tentatives de maîtrise de l'étalement urbain et à l'émergence d'un « périmètre pertinent » de planification urbaine dans l'aire toulousaine.

Sur la Côte d'Azur, l'élaboration de la DTA souligne le poids de logiques techniques, qui ne parviennent pas à imaginer un « futur » différent pour le territoire.

LE TELLIER ~~Julien~~

Laboratoire Population Environnement, Marseille

SDF des quartiers Saint Charles et Réformés de Marseille

J'aborderai la question de la fréquentation et de l'utilisation des quartiers de la gare Saint Charles et des *Réformés* (square de Stalingrad, fontaine des Danaïdes), à Marseille, par les populations marginales, notamment par les sans abri. Ces deux quartiers se juxtaposent au point qu'il est difficile d'établir une limite entre eux. Pourtant, les SDF qui occupent ces espaces développent des pratiques spatiales et des techniques de survie de diverses natures. A travers plusieurs études de cas que je présenterai, nous parvenons à différencier les modes d'occupation et d'utilisation des lieux selon que l'on se trouve dans l'un ou l'autre de ces quartiers.

Les comportements et les interactions sociales avec les autres acteurs de ces espaces révèlent des ressemblances visibles au premier abord, mais montrent surtout une large diversité des types de territorialité, des façons d'habiter. A travers l'analyse de divers parcours sociaux et géographiques de diverses personnes marginales qui errent à la gare ou aux *Réformés*, nous avons voulu mettre à jour l'utilisation particulière et originale de ces quartiers. Les activités des sans abri, leurs modes de vie méritent un regard attentif. Ces formes de pauvreté, de misère et d'exclusion ne remettent-elles pas en cause les notions de développement durable.

A défaut d'habitation, la *territorialisation* des SDF n'est autre qu'une installation précaire dans un périmètre de vie souvent fort réduit. Reste à définir le caractère de cette installation. Comment l'envisager viable et durable alors que ces personnes sont expulsées et repoussées des espaces qu'elles occupent ?

MAIGA Ousmane
Laboratoire Population Environnement, Marseille

Un développement durable controversé : des habitants de Daoudabougou (Mali) se mobilisent contre la politique de réhabilitation de leur quartier

Le projet d'embellissement et de modernisation du District de Bamako a durablement touché des groupes en majorité pauvres, des expatriés et des «propriétaires non-résidents» de Daoudabougou et d'autres quartiers.

Cette crise sociale - cristallisée par un long processus de gestion administrative - est à l'origine de coalitions considérées comme des «anti-développeurs» de la commune V.

Si pour ces coalitions, le développement durable de leur quartier commence par la résolution de leurs problèmes de logement, pour les décideurs, l'installation anarchique qui ne permet aucune mise en œuvre d'infrastructure urbaine est une menace pour la population elle-même.

Malgré les résistances de ces groupes, les décideurs en complicité avec les familles fondatrices et leurs alliés poursuivent la politique de réhabilitation conformément aux objectifs visés par le projet.

PROST Dominique
TIDE Territorialité et identité dans le domaine européen
UMR 6588 CNRS Bordeaux

Le quartier Caudéran à Bordeaux : identités et limites

Si le développement durable est autre chose qu'un nouveau lieu commun des discours politiques, s'il s'agit réellement d'articuler le local au global, de réaliser un développement concerté, soucieux de proximité, moins technocratique, quelle place accorder aux quartiers ?

Le quartier se définit pour de nombreux géographes en terme «d'espace vécu, d'une certaine communauté d'appartenance et d'une représentation de celle-ci », parler de développement durable suppose que les habitants aient conscience de leur identité et puissent participer à l'élaboration des projets. Notre hypothèse est que les procédures de concertation ne fonctionnent pas, et que le plus souvent les habitants réagissent contre les projets imposés d'en haut. C'est à partir de cette résistance qu'ils vont définir leur identité et le développement qu'ils souhaitent pour leur quartier.

L'exemple de Bordeaux montre que les grands projets d'équipement et de développement urbain se décident à l'échelle de la ville et surtout de la communauté urbaine qui possède une cellule « développement durable ». Le quartier Caudéran présente l'originalité de résister depuis 10 ans avec un certain succès aux projets de la municipalité et des promoteurs immobiliers. Une puissante association a su quadriller le quartier et s'imposer comme partenaire incontournable lors des modifications ou des révisions du plan d'occupation des sols. L'étude de ce conflit permet de confronter le point de vue des habitants aux discours et aux pratiques «de développement» (durable ?) des techniciens et des élus. Ces derniers considèrent les habitants comme des conservateurs, réfractaires au changement, est-ce si vrai ?

ABEGA Séverin Cécile

NGO YEBGA Noël Solange
OKALLA Raphaël

Université Catholique, Yaoundé

L'implication des associations de quartier dans la prise en charge des soins de santé à Yaoundé (Cameroun)

A partir d'une enquête de terrain sur 78 associations rencontrées au quartier de biyem Assi, quartier de Yaoundé, nous nous proposons de montrer d'une part sur quelle base les habitants de la capitale du Cameroun se regroupent en associations et comment ces regroupements interviennent dans le champ de la santé. Nous voulons montrer la continuité à travers les formes héritées de la tradition et investies dans la vie associative, et les ruptures entraînées par la cidadinité, la ville étant un espace de rencontre, de brassage et un champ d'innovation.

La santé est une préoccupation majeure pour une population qui connaît la précarité, et les associations vont aider leurs membres à la conquérir ou à la maintenir aussi bien sur le terrain religieux qu'en organisant une entraide financière.

ADAMKIEWICZ Eric

Laboratoire Acquisition et Transmission des Habiletés Motrices
UPRES-EA 2044, Toulouse

Les pratiques récréatives autonomes urbaines et leurs conséquences en terme d'aménagements

Si certaines activités sportives ou récréatives (rollers, skate, streetball, danse de rues...) se sont développées dans l'espace urbain, les réponses en terme d'aménagements demeurent traditionnelles (skate-park, roller-park, terrain de basket, salles de danses...). Ces réponses ne tiennent pas compte de l'aspect ludique dans et avec l'espace public urbain, aussi les réponses en équipements ne sont-elles que des réponses ponctuelles, tentatives malheureuses d'aménagements qui risquent de devenir des friches sportives ou récréatives.

Les pratiques récréatives autonomes urbaines «spectacularisables» sont en passe de devenir des animations spontanées d'un espace urbain trop souvent présenté comme pauvre socialement et créateur d'exclusion. Ces pratiques au contraire, en favorisant l'animation des villes par leur mise en spectacle vivant, créent les conditions de création de lien social dans l'espace public.

L'intégration de ces pratiques récréatives émergentes n'est pas particulier à ces espaces mais interroge sur la redéfinition des usages «légitimes» des espaces publics, le renouveau de spectacles vivants autonomes et des problématiques d'aménagements: de l'espace public à l'espace des publics?

Ce processus ne se limite pas aux pratiques récréatives et sportives mais concerne l'ensemble des pratiques sociales, culturelles et artistiques des villes contemporaines. C'est en ce sens qu'elle participent à la construction d'un nouveau style de vie urbain.

La prise en compte des spécificités de ces activités récréatives de rues doit permettre de proposer des aménagements s'inscrivant dans la perspective d'un développement durable en repensant l'aménagement urbain et la politique d'animation de la cité.

BALLAN Etienne

SHADYC (Sociologie, Histoire et Anthropologie des Dynamiques Culturelles), UMR EHESS / CNRS n°9931, Marseille

L'intérêt de quartier peut-il être un intérêt général ?

La morphologie spatiale comme outil d'analyse de la mobilisation des habitants contre l'extension de l'urbanisation à Marseille

Les projets d'aménagement suscitent toujours un débat, voire un conflit. La légitimité des habitants à prendre la parole et à critiquer le projet n'est pas reconnue d'emblée ; l'aménageur la stigmatise facilement comme la simple représentation d'intérêts particuliers. Qu'en est-il réellement ? Est-ce qu'au contraire, la revendication locale peut être collective, représenter un intérêt commun capable de susciter l'adhésion d'un plus grand nombre, voire un intérêt général concurrent de celui que met en avant l'aménageur ? Les associations d'habitants sont-elles le lieu d'apprentissage d'une citoyenneté moderne, plus combative que docile envers le pouvoir politique ?

Pour répondre à cette question, on a étudié le conflit qui oppose depuis 1998 les habitants de Sainte Marthe, dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille, à la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône et à la Ville de Marseille, autour de la construction du tronçon Nord de la rocade L2, et de la révision du Plan d'Occupation des Sols prévoyant l'urbanisation du quartier. L'outil d'analyse consiste à mettre en rapport les formes d'habiter, les pratiques de l'espace extérieur et les perceptions du quartier, pour dresser une morphologie spatiale locale. A ce titre, la particularité de Sainte Marthe est de disposer d'une vaste zone de « campagnes », terme désignant à la fois les grandes bastides, dont certaines sont inscrites à l'inventaire des monuments historiques, et les propriétés plus petites, parfois agricoles. Le passage de la rocade au milieu de cette zone a d'abord suscité la création de nouvelles associations de riverains, destinées à influencer sur ce projet, voire à s'y opposer totalement. Cependant, la perspective de l'urbanisation de l'ensemble de la zone a ramené l'essentiel de la contestation vers le Comité d'Intérêt de Quartier de Sainte Marthe, dont la légitimité locale est plus ancienne et mieux assise.

L'analyse de la mobilisation des habitants et la morphologie spatiale du quartier permet d'indiquer d'emblée qu'il ne s'agit pas de la défense d'intérêts particuliers, dans la mesure où les habitants les plus mobilisés ne sont pas les propriétaires de ces campagnes, mais plutôt ceux qui habitent dans les lotissements et les franges du noyau villageois au sud de cette zone. Dès lors, leur motivation n'est pas tant intéressée ni même fondée sur une pratique régulière du territoire mais plutôt sur l'affirmation d'une identité de « verdure », en réaction à l'habitat environnant le quartier, à savoir les grands ensembles, symboles négatifs des fameux « quartiers nord de Marseille ». A cet

égard la défense de la ferme pédagogique existante incarne presque à elle seule la lutte pour la qualité de vie contre la ville « inhumaine ». En revanche, les espaces en friche sont considérés comme des équipements publics, révélant la perception d'une population qui reste urbaine, et dont l'attachement au rural est essentiellement symbolique.

Au total, il s'agit bien d'une affirmation collective, qui rencontre cependant les intérêts particuliers de certains propriétaires de campagnes qui n'ont pas de bénéfices à retirer des opérations d'urbanisation, du fait d'un terrain trop exigü par exemple. Cette alliance modifie d'ailleurs les contre-propositions du CIQ dans le sens d'une urbanisation dite « de qualité », c'est à dire d'un tissu peu dense de maisons individuelles, contre la perspective des opérations d'ensemble.

Contre cette alliance, la Ville de Marseille organise les formes de la concertation prévue par la loi, tout en remettant en cause la légitimité de ces habitants, qui ne représentent à ses yeux ni les grands propriétaires fonciers ni les populations des grands ensembles. Opposée au mitage du territoire par des maisons individuelles et appliquant un plan d'extension urbaine classique, la Ville a pour objectif de loger 30 000 habitants sur un secteur qui n'en comporte que 2 500 environ. De son côté la DDE des Bouches du Rhône a engagé un débat avec certaines associations, et a été contrainte de remettre à l'étude un tracé de la rocade qui évite Sainte Marthe, et qui a finalement été adopté. Fort de cette première « victoire » encore fragile, le CIQ de Sainte Marthe affronte un partenaire beaucoup plus déterminé, et est contraint de transformer l'intérêt collectif qu'il défend en un intérêt général concurrent de celui de la Ville.

Si ce processus peut s'appuyer sur les derniers textes de loi et rapports du gouvernement sur la « qualité de vie en ville » et le développement durable, il ne peut pas faire l'économie d'une redéfinition du patrimoine de Sainte Marthe en tant qu'espace original de rencontre entre la ville et la nature, ni d'une ouverture sur les besoins de ces fameux quartiers Nord tant décriés et sur l'ensemble des marseillais.

BELGUIDOUM Saïd

Département Gestion Urbaine, IUT d'Aix en Provence

De la ZUP à la ZUS, ou la gestion durable de l'urgence

Les grands ensembles d'habitat collectif n'en finissent plus de faire l'objet de programmes d'intervention, d'expériences diverses et de nombreuses études. Les ZUP, ces territoires créés ex nihilo, participent à la nouvelle configuration urbaine et sont toujours - et durablement - sur le devant de la scène.

Tout en étant au centre des politiques publiques, les ZUP présentent le paradoxe d'être marginalisées (ou reléguées) tant au niveau spatial que social.

Pourtant ces territoires sont aussi des lieux de vie, d'expériences, de quotidienneté, de convivialité, de mémoires et de tensions. Prioritaires il y a 40 ans, les ZUP continuent d'interpeller.

A partir d'enquêtes menées depuis 1995 sur la ZUP d'Encagnane à Aix en Provence, nous nous proposons d'analyser comment ces lieux de vie, résultat de la rencontre entre les politiques publiques (espace voulu) et les pratiques habitantes (*espace vécu*), ont vu se construire des identités plurielles que les politiques publiques tendent à homogénéiser.

BLANC Nathalie

GRÉSILLON Lucile
UMR CNRS LADYSS n° 7533, Paris

*Des modes d'habiter en ville : quels enseignements pour un
développement urbain durable ?*

Aborder la démarche de développement urbain durable, c'est tenter de comprendre les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces politiques (Emelianoff, Theys, 2001), en analysant les modes d'habiter urbain, les cultures urbaines, et leurs décalages avec ces politiques et leurs préconisations. D'autant plus que les discours associés au développement durable invitent fortement à la participation citoyenne. L'étude des cultures urbaines fait intervenir la dimension locale, dans la mesure où une culture est définie comme une relation entre pratiques et représentations (Mathieu, 2000) impliquant une territorialité. L'analyse des cultures urbaines de la nature a été poursuivie dans trois îlots quartiers ? - parisiens (et fait suite à des travaux dans d'autres villes françaises) qui correspondent à autant de types d'habitat, pavillonnaire du début du siècle, collectif des années 1970 et centre ancien.

Il s'agit de comprendre à quel point ces cultures contribuent à définir des milieux urbains dans leur double dimension bio-physique et sociale. Ces milieux font intervenir des territorialités distinctes selon les dimensions étudiées : vie locale, vie familiale, vie professionnelle, vie rêvée. Pour appréhender le lien entre culture et milieu, ces territorialités ont été étudiées dans leurs rapports à des éléments du milieu associés traditionnellement à l'idée de nature et connotés positivement, telle la végétation, ou négativement, tels la pollution, les odeurs, les déchets. Alors, on voit que le végétal joue un rôle important dans l'idée de village urbain et corrélativement dans celle de développement durable. A été étudiée également la manière dont les habitants de ces îlots s'approprièrent le concept de développement durable et en concevaient l'application. Ces travaux montrent à quel point l'idée de développement urbain durable est encore aujourd'hui celle d'une " poignée de scientifiques et de responsables institutionnels " (Emelianoff, Theys, 2001).

GUERS Catherine

Roquedur le bas

L'interprétation du patrimoine historique et culturel, un autre regard sur le quartier et un vecteur de développement durable

Le développement urbain actuel est générateur de dysfonctionnements liés à des phénomènes d'éclatement : au plan spatial, au niveau des fonctions urbaines, et dans le domaine social. Il s'accompagne d'une perte de lisibilité et de repères pour des habitants de plus en plus mobiles qui n'ont la plupart du temps pas suivi l'évolution de leur cadre de vie.

Dans un tel contexte, la mise en place d'une démarche participative d'interprétation du patrimoine historique et culturel peut permettre aux habitants de se réapproprier l'environnement de leur quartier et ce faisant le respecter. Elle peut également servir de base à un urbanisme, plus en accord avec les exigences d'un développement durable; respectueux de l'identité des lieux, soucieux de mixité, et moins consommateur d'espace.

Partant du principe comme J Beaulieu Garnier, que "le quartier est un espace psychologique autant que géographique qui se construit et se reconstruit sans cesse au cours de la vie d'un individu", nous présenterons à travers quelques expériences menées dans des centres anciens : Ganges (Hérault), Vauvert (Gard), mais également à l'échelle de territoires plus larges, l'intérêt d'une démarche d'interprétation telle que la définit Tilden :

"l'interprétation est une activité qui permet de dévoiler la signification des choses et leur relations par l'utilisation des objets d'origine, l'expérience personnelle ou divers moyens d'illustrations plutôt que par la communication d'une simple information sur les faits."

Cette méthodologie employée à l'origine dans les pays anglo-saxons pour la mise en valeur des parc nationaux, peut parfaitement être appliquée au milieu urbain. Elle permet d'agir sur les représentations sociales et de "retravailler" l'identité des lieux en renouant avec leur histoire.

CHEINET Jean Claude

Martigues

La gestion spatiale des risques dans une commune industrielle : le cas de Martigues

Dans le cadre des limites des compétences d'une commune, telles que définies par la loi, la municipalité de Martigues a eu à la fois à gérer le risque industriel majeur et à bâtir un cadre de vie de qualité respectant l'environnement.

Avec un quart de la pétrochimie française sur le site industriel, un port, un canal de navigation au cœur de la ville, des transports de matières dangereuses sur route et par camions ou voie ferrée, l'action de la ville s'est déployée sur plusieurs axes : aménagements préventifs et actions pour que les acteurs industriels responsables réalisent le nécessaire, mais aussi et sur le long terme, cantonnement des activités industrielles à l'écart des quartiers peuplés.

Dans le cœur de la cité ainsi épargné des activités les plus dangereuses et polluantes, un POS et des règlements d'urbanisme appliqués avec constance sur plus de 30 années ont permis que s'affirme la vocation de chaque quartier. De l'espace public est créé de multiples façons dans chaque quartier. La pollution industrielle quotidienne est surveillée par des organismes pluripartites et sa réduction est abordée. Enfin le POS a réservé de vastes espaces agricoles et naturels dans certaines parties de la commune et le littoral est préservé dans son caractère naturel et villageois.

FONDOCHI Emmanuelle
St-Roman de Malegarde

Malaise des quartiers et fièvre hexagonale : comment
obvier à ces maux (mots) ? Quels développements pour
quelles villes ? Le développement urbain durable est-il une
panacée ?

L'analyse des quartiers s'inscrit dans une mouvance des recherches, qui privilégient le développement urbain durable, tout en s'attachant à l'expérience que les femmes et les hommes peuvent avoir du monde social (de la scène du social), en l'occurrence, en ce qui nous concerne aujourd'hui, les quartiers sensibles français.

En effet, les quartiers, points «douloureux», sont un champ idéal pour une réflexion sur le développement urbain durable. En jouant avec la focale, on constate que le quartier est une échelle d'observation pertinente, un laboratoire à échelle humaine. Élément d'un système qui l'englobe, il n'en demeure pas moins un élément essentiel à la compréhension de notre monde, un miroir de nos sociétés.

Il existe certes, des institutions pour gérer le quartier, mais ne s'agit-il pas, avant tout, de maintenir dans un cadre une population, dont trop souvent, la configuration socio-spatiale est à la fois «maître et esclave» des situations vécues ?

Les modes de fonctionnement des institutions républicaines françaises, qui régissent le quartier, ne doivent-ils pas être réformés, voire redéfinis correctement, en respectant au moins la définition de la République, chère à Platon ? Ne faudrait-il pas pour cela créer des organes indispensables à la gestion du quartier, redéfinis en cité, des organes qui leur soient propres, mais également représentatifs des sociétés qui «habitent ces territoires» ?

Cette mise en contexte permet de se demander comment et pourquoi le quartier est devenu un point de violentes «névralgies», une zone de conflits. Malaise des quartiers, dont on ignore les maux (mots), fièvre hexagonale, dont on «inculte» les symptômes, quel est donc ce mal qui «ronge» notre territoire ? Est-ce une «maladie» propre à la France, ou une «épidémie» qui se propagerait dans le monde ? Le malaise des quartiers ne doit-il pas être perçu, dans cette hypothèse, comme le symptôme d'une maladie beaucoup plus grave, dont souffriraient les Hommes ? Quels remèdes apporter à ces maux, à l'heure où le village est devenu planétaire ? Doit-on «tomber» dans la psychose d'une maladie incurable ? Autant de questions qui invitent à la réflexion.

GIREL Sylvia
Marseille

D'un espace d'exposition à l'autre, d'un quartier à l'autre : itinéraire à travers les territoires de l'art contemporain à Marseille.

La ville de Marseille est réputée pour son étendue, pour ses quartiers - « *la ville aux cent villages* » -, pour son identité. Pour reprendre les termes de Graffmeyer (Sociologie urbaine, 1996) c'est une mosaïque, où l'on observe « *des processus d'agglomération* », « *des processus localisés d'agrégation* », qui par leur émergence entraînent la création de frontières, de délimitation des espaces. « *Ces lignes de partage* », dont l'origine peut-être économique, sociale, ethnique ou culturelle font partie de l'identité et de la spécificité de Marseille. Ainsi, par exemple, il est admis aussi bien par le sens commun, par les urbanistes, les sociologues, et les politiques qui tentent d'y remédier, que la ville est scindée en deux grands pôles : quartiers nord et quartiers sud, respectivement quartiers pauvres et quartiers riches, la frontière entre ces territoires étant délimitée par la Canebière.

Si cette frontière n'est pas *a priori* significative pour l'art contemporain, elle peut être introduite comme un indicateur, comme un repère. Elle peut nous amener à nous interroger sur la manière dont la scène de l'art joue de cette limite, qui sépare et en même temps rassemble. En effet, de la galerie du Château de Servières (15^e arrt) au musée d'Art contemporain (8^e), en passant par les lieux d'exposition du Panier ou ceux situés vers le Vieux-Port, ce sont de multiples lieux qui proposent des expositions et des liens se tissent entre l'art contemporain et l'espace urbain.

Plusieurs questions se posent alors : comment les lieux de l'art se distribuent-ils dans la ville ? Quels parcours de la ville proposent-ils ? Sur quels critères (économiques, stratégiques, géographiques...) les responsables de lieux d'exposition choisissent-ils une rue, un quartier ? Peut-on repérer des quartiers artistiques ? La scène de l'art est-elle répartie sur toute la cité, indifféremment ou, au contraire, est-elle localisée en certains points créant des « territoires » de l'art ? La politique culturelle, la situation économique de la ville ont-elles un impact sur la localisation des lieux ?

Autant de questions auxquelles l'analyse sociologique permet de répondre et amène une réflexion sur les moyens et mesures à proposer pour créer une synergie entre les différents quartiers où s'implante les lieux d'exposition, afin que la scène artistique locale soit mieux reconnue et médiatisée.

JIMENEZ Floréal

DRAC PACA - CID, Aix en Provence

Du Vieux Port à l'Estaque : évolution des structures économiques et sociales dans le cas de quartiers marseillais, de Marcel Pagnol (1931-1936) à Robert Guédiguian (1995)

Lors de la diffusion des films de Robert Guédiguian, la critique a souvent évoqué les films de Marcel Pagnol, en particulier pour dévaloriser la nouvelle Marseille cinématographique du cinéaste contemporain. En effet, la trilogie "Marius", "Fanny" et "César" persiste à demeurer une référence de la représentation cinématographique de Marseille conjointement aux œuvres dévolues aux quartiers infréquentables de la ville et à une délinquance romantique. Quelques autres créations, notamment celles de René Allio, parviennent quelquefois à l'ébranler difficilement. "A la vie à la mort" rappelle sans aucun doute les trois films de Pagnol par certains personnages dans leurs caractéristiques sociales et psychologiques, et également par quelques analogies dramatiques.

Mais ces coïncidences limitées ne doivent pas occulter les aspects les plus intéressants de ces films, d'abord mis en évidence par l'intervalle de temps qui les sépare et par une structure sociétale a priori récurrente. Une étude comparative des deux époques à partir de ces quatre films permet d'évaluer l'évolution des conditions de vie des personnages, de leur mentalités, de leur manière d'être en relation avec la transformation de leur environnement, avec leur situation dans l'espace et les éléments divers qui le composent. L'imaginaire cinématographique, s'il n'est pas le reflet d'une société, en l'occurrence reconstruite par le cinéma, témoigne de ses caractères et de ses particularités, en symbiose avec une réalité variable en fonction de ses représentations. Dans cette construction révélatrice des changements d'une société dans un espace analogue, d'un état social vers un autre état social, matériel et moral éventuels, ou similaires au-delà de variantes confirmatrices d'une pérennité obligatoire, il est possible et opportun d'introduire la notion de développement durable apparue dans l'intervalle qui sépare les films, pour essayer de déterminer comment cette notion, dans ses aspects pratiques, trouve un rôle ou une place justifiables et effectifs dans le devenir et le fonctionnement des sociétés au niveau des catégories sociales les plus humbles, et des individualités ; et déterminer également si elle entretient, ou peut entretenir, des relations avec l'imaginaire, en l'occurrence cinématographique, dans une perspective fonctionnelle commune.

Une première lecture des films aboutirait à la constatation d'un rejet ou d'une négation absolus d'une quelconque appréhension des théories et des mises en pratique de développement durable, ou de leur utilité dans le changement de la vie des gens, d'une incompatibilité entre la globalité composant l'idée de développement durable et l'imaginaire, à moins qu'ils ne touchent une thématique particulière ou un aspect

communs sans toutefois pénétrer l'ensemble de l'idée d'une maîtrise et d'une gestion d'une amélioration existentielle présente dans la possibilité de sa continuité dans le futur.

MARIÉTHOZ Ewa

BAKONYI-MOESCHLER Marika

POLLA Barbara

Centre Universitaire d'Ecologie Humaine de l'Université de Genève

Vieillessement de la population urbaine et développement durable

Le vieillissement est un processus normal et universel qui affecte tous les êtres vivants. Il est caractérisé par des altérations anatomiques, histologiques et physiologiques, survenues au cours du temps, au sein des différents types cellulaires, organes et systèmes. Le vieillissement est également une diminution progressive de la capacité de l'organisme à faire face aux exigences variables de l'environnement.

Au niveau de la société, le vieillissement de la population conduit à une modification de la « pyramides des âges » en rapport avec l'augmentation du nombre de personnes âgées et l'allongement de la durée de vie moyenne. Ce fait social a été récemment élaboré comme un problème qui risque de modifier, à moyen terme, la manière de fonctionner de la société, du point de vue économique, social et culturel et de créer des tensions intergénérationnelles. La gestion de ces tensions, à travers la promotion du concept « vieillissement en santé », de l'« empowerment » individuel, de la solidarité intergénérationnelle au sein de la communauté et de l'équité dans la distribution des ressources est nécessaire pour promouvoir le développement durable.

La question du vieillissement démographique s'impose à la ville, où réside une grande partie des personnes âgées, tant du point de vue de l'aménagement de l'espace que de la qualité de vie. La prise en compte du vieillissement de la population doit se refléter dans une politique urbaine spécifique et intégrée qui tient compte de rapports particuliers qu'ont les personnes âgées avec le temps et l'espace. Alors que plusieurs démarches visant à étudier les comportements résidentiels, la mobilité des personnes âgées et réfléchissent sur les aménagements urbains nécessaires pour faciliter la vie quotidienne des personnes âgées, peu de réflexions se proposent d'évaluer l'importance qu'occupe le quartier dans la vie de la population âgée. Or, cette unité de voisinage, à l'échelle de l'individu vieillissant, qui prend une importance accrue dans une société mondialisée est un lieu où se créent des liens sociaux, et qui peut aider des nombreux individus à « vieillir en santé ».

Le canton de Genève, en Suisse (10.6 % de la population a plus de 65 ans et 3.8% de plus de 80 ans) a fait des progrès considérables en matière maintien à domicile en instaurant plusieurs variantes d'aide à la population âgée :

- Le système d'aide à domicile sous forme de soins infirmiers ou palliatifs, repas à domicile, aide ménagère, SOS pharmaciens ou Télécontact/Téléalarme (alarmes personnelles reliées aux centres de secours) est proposé à la population résidente. Ce système est utilisé par 19% de personnes de plus de 65 ans ;
- 7 foyers du jour accueillent les personnes âgées (294 personnes) à la journée (transport assuré), leur proposent des activités culturelles et des soins médicaux ;
- 17 immeubles à encadrement social (1200 personnes) sont mis à disposition.

Ces trois dispositifs d'aide ont comme caractéristique majeure de préserver au maximum les réseaux sociaux et familiaux des personnes bénéficiaires. Il n'est pas de même avec les établissements médicaux-sociaux (EMS). Ces établissements, trop peu nombreux (52) et qui accueillent en général des personnes âgées en mauvaise santé, sont inégalement distribués sur le territoire cantonal. Les pensionnaires y sont placés en fonction des disponibilités sans tenir compte de la proximité du réseau socio-familial. De plus, certains établissements souvent décentrés sont mal desservis par les transports publics genevois. Ce fait rend impossible le maintien d'un contact social entre les pensionnaires et leurs proches (p. exemple frères et sœurs âgés et/ou amis démotorisés). Il en résulte que 15% de pensionnaires perdent totalement les liens avec leur réseau socio-familial.

Alors que la situation actuelle n'est déjà pas réjouissante, elle ne va pas s'améliorer dans un avenir proche. En effet, le nouveau plan directeur du canton de Genève qui prévoit de construire 20 nouveaux EMS pour suivre la situation démographique ne tient pas compte de la proximité entre les personnes âgées et leurs proches... Or, assurer une continuité entre lieu de vie et lieu fin de vie est souhaitable pour diminuer la solitude des personnes âgées et améliorer leur qualité de vie.

MATHIEU Nicole*
HUCY Wandrille**
GUERMOND Yves**

*UMR CNRS LADYSS n° 7533, Paris

**MTG UMR IDEES, Rouen

Quartiers de Paris et de Rouen du point de vue du développement durable

L'association des termes de habiter et de quartier est faite " naturellement " aussi bien dans le langage populaire que dans le langage savant. Mais la qualification du quartier ne se fait pas aussi facilement surtout s'il s'agit de savoir si le quartier peut être qualifié de durable ou de soutenable. Comment définir, d'un point de vue scientifique, ce qu'est " l'habitation durable " pour reprendre l'expression de Jean Paul Ferrier surtout si on y inclut les perceptions ou représentations et les pratiques des habitants appréhendés dans leur individualité ainsi que celles des acteurs collectifs qui se lancent dans la construction de politiques urbaines de développement durable ? Comment réévaluer les lieux et milieux des quartiers du point de vue du développement durable.

Nous tenterons de répondre à cette difficile question en nous appuyant sur les premiers résultats d'une recherche expérimentale qui propose un va et vient entre deux démarches : l'une qui cherche à évaluer la durabilité des quartiers, dans leur objectivité, en réintroduisant les dimensions " naturelles " et " matérielles " des lieux et milieux tout en les croisant avec les facteurs hypothétiques du bien-être et de la qualité de la vie des habitants ; l'autre qui privilégie l'interrogation des sujets et des habitants en tentant de faire apparaître par le biais de biographies résidentielles (de la relation subjective des habitants à leurs lieux de vie) et en mettant l'accent sur les rapports entre représentations et pratique, entre valeurs et comportements, la qualité objectivement " durable " des différents lieux de vie et quartiers. Il nous semble que cette connaissance croisée est la condition préalable indispensable pour identifier, qualifier et construire l'habitation durable des différents lieux de la ville.

L'annuaire économique de proximité

Le contexte : Il y a souvent un décalage entre la réalité des pratiques de coopération sur un territoire limité, et l'effet dynamisant que l'on attend des technologies de l'information. La rencontre entre l'Internet et la reconstitution de l'identité des territoires n'est pas un phénomène naturel. On peut dire qu'il y a deux dynamiques :

- une accélération des relations d'entraide entre des individus et des groupes qui sont déjà portés à la coopération par leurs autres pratiques ;
- un prosélytisme institutionnel reposant sur une croyance dans la capacité des ces technologies à abolir les conflits et les souffrances.

Nous pensons qu'il est possible de faire converger ces deux dynamiques, en créant des outils qui, tout en étant portés par les institutions, sont conçus pour être irrigués par la production des acteurs externes à cette dernière. C'est pourquoi nous avons retenu le concept de l'annuaire interactif. Il est l'héritier des vecteurs les plus traditionnels de la culture populaire : les almanachs, et plus près de nous, les formules du type « guide du routard ». Ils sont constitués à partir de la matière première constituée par l'information publique. Ils ont vocation à être ensuite alimentés par les contributions des citoyens. Le mode de traitement et de publication de l'information repose sur des options technologiques avancées :

- coopération en amont en matière de certification de l'information,
- gestion des données grâce à des logiciels libres
- personnalisation des interfaces de publication, permettant d'y introduire une forte dimension artistique.

Ce service, quoique pensé pour agir en profondeur sur les représentations collectives d'appartenance à un territoire, se présente d'abord comme une réponse à des problèmes très pratiques que rencontrent toutes les villes : la mise à jour de leurs annuaires économiques » papier ».

L'outil : Toutes les villes publient l'annuaire « papier » de leurs entreprises. Mais elles reproduisent encore rarement cette démarche sur l'Internet. Or, si le volet économique de leur site est trop sommaire, il ne sera pas attractif pour les internautes. Les entreprises ne verront guère l'intérêt d'y être présentes et ne seront pas tentées de proposer d'elles-mêmes des mises à jour. De plus en plus, l'animation du tissu économique local est confiée à des structures autres que les communes : comités d'agglomération, G.I.E., agences de développement, comités de bassin, d'emploi. Ces structures ont besoin d'outils spécifiques, qui ne fassent pas double emploi avec les

outils des services économiques des villes. Il existe donc un besoin pour des outils interactifs respectant l'identité des acteurs et permettant en même temps de mutualiser les compétences et les données.

La réponse: A partir d'un simple listing communiqué par email nous créons automatiquement un annuaire Internet, doté de toutes les fonctions de base pour un démarrage immédiat. Chaque entreprise du fichier bénéficie d'une page qu'elle peut mettre à jour à tout moment et décide seule du niveau de détail auquel elle veut être identifiée. Seules les rubriques qu'elle remplira seront visibles. Un lien sur son email et sur son site sont créés automatiquement. Si elle dispose d'un site, elle bénéficiera du trafic du site de la ville.

Un magazine économique local en ligne : Le site "tissu économique" contient aussi une base de données dans laquelle la ville pourra introduire toute information à caractère économique qu'elle jugera intéressante pour ses entreprises. Elle pourra aussi ouvrir ce magazine économique en ligne aux chambres consulaires et à la presse locale. Le magazine peut aussi être alimenté par des contributions des entreprises : un système de balayage automatique des fiches-entreprises est prévu. Il permet de repérer les « brèves » que les entreprises ont écrites dans leur fiche, et de les regrouper périodiquement. Les projets à la frontière entre l'économie et le social (entreprises d'insertion, tiers secteur, créateurs d'entreprise en recherche de partenaires), qui font aussi partie du paysage économique réel, bien que n'étant pas immatriculés ou enregistrés de la même manière pourront aussi être introduits dans cet annuaire virtuel. Le critère de territorialité est indifférent. L'annuaire économique territorial peut s'appliquer à toute communauté économique délimitée territorialement, soit par des limites administratives, soit par un dispositif spécifique (zones en reconversion, zones franches, pays, agglomérations etc ...)

Les applications : Le comité de bassin d'emploi du Sud Val de Marne
<http://www.cite.org/cbe>

La zone franche de Champigny-Chennevières :

<http://www.cite.org/quartiers/Champigny/zfu-chennevieres.htm>

Les entreprises de Joinville : <http://www.cite.org/annuaire/Joinville-le-Pont/>

L'annuaire de la mémoire locale : <http://www.memoirelocale.com>

HÉRAT Arlette
HAMON Viviane

Marseille

L'approche environnementale, un moyen de réconcilier la maison individuelle et la ville ?

Notre problématique repose sur l'hypothèse qu'il est certainement possible de construire un scénario positif vis-à-vis de la maison individuelle.

A cette fin, nous nous orientons sur la recherche de cibles environnementales permettant de construire une acceptabilité politique et technique d'un phénomène courant et plébiscité par l'opinion publique.

Dans cette perspective, notre méthode d'investigation est basée sur le croisement de regards (architecte, urbaniste, marketing, bureau d'études environnementaliste) posés sur des opérations choisies auprès d'un maître d'ouvrage social.

Cette vision pluridisciplinaire devrait nous permettre de confronter des critères techniques (tels que ceux relevant de la HQE) à d'autres relevant de domaines tels que la gestion urbaine ou l'usage et la perception du logement par ses occupants.

Compte tenu de l'état d'avancement de notre recherche, nous serons en mesure de présenter - outre la problématique et la méthode choisie - une expérience étrangère (Portland, Or., USA) et les enseignements que nous pouvons en tirer, la sélection des opérations devant être étudiées dans la région ainsi que l'ébauche d'une grille d'analyse.

MARCONOT Jean-Marie

CNRS UMR 6578, Marseille

La fin des villes, la durée des quartiers. Le cas de Nîmes.

A l'époque industrielle, les villes arrivent au maximum de leur volume de population, elles touchent aussi à leur déclin. Elles ont perdu leurs remparts, et leur identité se dilue dans un périurbain, qui n'a rien à voir avec les " centre-ville " emblématiques.

Dénués de tout pouvoir politique ou administratif, les quartiers font surface, ils ont pour eux le concret des relations . Leur position est imprenable, dans la mesure où ils sont la médiation entre la famille et la commune, entre le corps personnel et l'Etat.

RIVERA Liza*
RIVERA Iván**

Laboratoire Mentalités et représentations dans le monde hispanique et hispano-américain*.
Politique et société, IEP de Rennes**

L'organisation urbaine en Colombie : le zonage socio-économique des villes et la dégradation progressive des espaces urbains

Cet article présente l'évolution du processus d'urbanisation en Colombie et les effets particuliers du système de classement socio-économique des quartiers qui entraîne une augmentation de la ségrégation des individus et une perte considérable de la qualité de vie des Colombiens citadins.

Le projet de ville durable en Colombie n'est viable que s'il est accompagné d'un réel effort d'intégration sociale qui soit capable de recomposer les liens communautaires dissous dans une ville diffuse et méconnue.

Les pouvoirs locaux et municipaux ont la clef de l'avenir du réseau urbain colombien ; le développement et la croissance durables des villes sont un facteur essentiel dans la solution du conflit interne que vit actuellement le pays.

ROMAINVILLE Michel

ULB - Centre d'Anthropologie culturelle, Bruxelles

Dynamique associative urbaine, un vecteur de développement durable
(Yaoundé, Cotonou)

Le développement de nombreuses associations urbaines dans les pays africains, durant ces vingt dernières années, représente un fait de société important.

Ce phénomène encore mal connu, n'est pas homogène et les groupes qui le constituent ont des origines, des formes et des finalités très différentes. Les associations " endogènes " ou de " base " dont il sera question dans cette communication naissent à l'initiative directe des populations et constituent, des lieux privilégiés de sociabilité à l'échelle des quartiers. Elles développent des activités de secours mutuel et d'intermédiation financière qui forme la trame du tissu socioéconomique urbain.

Elles affirment leur désir d'ouverture, leur souhait de dépasser les barrières ethniques, politiques ou religieuses et sont en tant que forme d'organisation de la société civile un vecteur potentiel de développement durable.

VASSALLUCCI Jean-Louis
Direction de l'Environnement, Marseille

Génie écologique urbain : quelques objets et méthodes applicables aux quartiers

La technique ne dit pas tout et n'a pas vocation d'ordinaire à soulever les causes de ce qui lui fait défaut. Toutefois, force est de constater que les actes techniques du Génie écologique urbain (élimination des déchets, propreté, verdissement ...) sont effectués quotidiennement avec une cohérence et une efficacité qui peuvent faire débat.

Postulons pour le moins qu'il existe une forme de confusion entre la nécessité immédiate des buts poursuivis (faire en sorte que les déchets soient éliminés, la qualité de l'air préservée ...) et les actes pratiqués (la manière dont ils sont effectués, les objectifs réels que se donnent les praticiens)...

Si l'on veut bien accepter l'idée qu'il existe un mouvement général ascendant en faveur d'une meilleure gestion publique des problèmes environnementaux, porté par les éléments de définition du développement durable, le Génie environnemental appliqué à la ville ne peut indéniablement plus se contenter d'être une succession de gestes limités, sans tension vers un intérêt général pensé dans sa globalité la plus généreuse. Illustrations à travers la notion de quartier.